

« Je veux sortir de ma réserve »

GOVERNEMENT Bart De Wever expliquera en 2015 la nécessité des réformes à venir

- ▶ Le président de la N-VA regrette les couacs de communication du gouvernement et la désinformation de l'opposition.
- ▶ Il promet de passer en 2015 à la contre-attaque.
- ▶ Sans perdre le confédéralisme de vue, il évoque le risque qu'il a pris en mettant le communautaire au frigo.

Bart De Wever, le président de la N-VA, sort de sa réserve en accordant vendredi une longue interview au site d'information néerlandophone en ligne « Newsmonkey » et au quotidien *De Morgen*, dans un double entretien à paraître ce week-end avec Karel De Gucht, l'ex-commissaire européen et ex-chef de file des libéraux

flamands. Il revient sur l'année qui s'achève, un grand cru pour son parti : victoire électorale et constitution d'une majorité dont il a toujours rêvé. Il évoque sa joie d'être bourgmestre et sa volonté, à la rentrée, d'être le gardien de la ligne de son parti et de s'exprimer davantage. Communiquer, expliquer aux citoyens l'impérieuse nécessité des mesures d'austérité. Leur dire aussi que son parti n'est pas masochiste, qu'il n'a pas engrangé 30 % des suffrages pour devenir la formation d'un pourcent de riches échappant à l'impôt. Il rappelle aussi qu'il veut aller jusqu'au bout de la législation. Et qu'il n'a aucune intention de laisser tomber le confédéralisme. ■

DIRK VANOVERBEKE

« *Ce gouvernement* »

fédéral est une solution temporaire »

Pour ceux qui en douteraient encore, le président de la N-VA rappelle que les projets confédéraux de son parti ne sont mis que provisoirement au placard. C'est au journal *De Morgen* que Bart De Wever qualifie le gouvernement Michel de solution transitoire et temporaire. « *Je suis toujours convaincu que l'on ne pourra résoudre le problème belge qu'avec une profonde réforme de l'Etat. Mais elle n'aura pas lieu sous ce gouvernement. Ce gouvernement est une solution temporaire.* » Le chef de file des nationalismes flamands est conscient du risque qu'il a pris en troquant le confédéralisme contre une politique de redressement économique et social : « *Demain, la situation peut basculer dans l'autre sens, si le PS revient au pouvoir. Il suffirait pour cela que le CD&V décide de se déplacer à nouveau à gauche.* » Il rappelle que le nationalisme n'est pas, selon lui, un but en soi mais un instrument : « *S'il devient un but en soi, le nationalisme peut devenir dangereux, ethnique et exclusif. Nous n'avons rien à voir avec ce nationalisme absolu. C'est comme si l'on disait qu'un pouvoir socialiste se*

terminait comme le régime de Ceausescu »

« *Nous sommes tous des post-baby boomers* »

Bart De Wever explique que lors des négociations d'après-élec-

| |

« *Un TGV de la désinformation* »

Bart De Wever plaide pour une information correcte des citoyens. « *La désinformation règne. Il faut avoir le courage de dire que les mesures à prendre sont indispensables, qu'il n'y a pas d'autres choix. Et qu'à défaut, la situation empirera.* » Il se dit choqué par ce qu'il appelle « *le TGV de la désinformation* ». Il s'en prend au syndicat socialiste : « *Il ne veut pas de ce gouvernement. En Wallonie, je peux comprendre. Mais c'est la logique sur laquelle le PS s'est basé sous la dernière législature, en gouvernant avec des majorités belges, sans majorité par groupe linguistique.* »

Bart De Wever martèle son espoir : « *Expliquer aux citoyens pourquoi ces mesures sont nécessaires* ». Et se tourne vers les médias : « *J'ai été surpris par certains calculs. On parle de milliers d'euros perdus par certains ménages suite aux décisions du gouvernement. Et la créativité avec laquelle on décrit un ménage ! Trois enfants tous à l'université, des parents choisissant "par hasard" d'acheter une maison sur laquelle le crédit à l'habitation est moins élevé, décidant la même année de la rénover et d'être victime d'un taux de TVA plus important. Ils sont cinq à fumer, rouler au diesel et faire appel à la chirurgie esthétique. Ce ménage n'existe pas. Et le calcul ne tient pas compte de la baisse des impôts. C'est de la désinformation.* »

« *Le temps où j'étais en retrait, c'est fini* »

Bart De Wever acquiesce : Oui, il y a un problème de communication. Il a l'intention de quitter les coulisses pour revenir sur le devant de la scène : « *J'ai essayé d'être discret jusqu'ici. De filer doux. Réservé. Je voulais éviter le reproche d'être pointé comme le Premier de l'ombre. J'étais heureux d'être en mission commerciale en Chine lors de l'installation du gouvernement, pour échapper à cet intérêt médiatique. Et jusqu'ici je suis resté très discret à la Chambre, lors des plénières. J'y entrais en fin de séance pour voter. C'est fini. J'ai fait quelques déclarations en télé pour expliquer les mesures et réaffirmer qu'on n'irait pas plus loin. C'est le rôle du président du plus grand parti du gouvernement : le gardien de la ligne. Nous allons, comme parti, nous montrer beaucoup plus actifs dans la communication.* » Sur le dossier du tax shift, il regrette que l'on en soit venu à former une image d'un gouvernement favorable au pourcent de riches qui échappe à l'impôt. « *Cela suffit. Nous devons passer à la contre-offensive.* »

« *Nous sommes tous des post-baby boomers* »

Bart De Wever explique que lors des négociations d'après-élections, il a réalisé que d'autres partis - dont le CD&V - souhaitaient mettre un terme à la tripartite traditionnelle. C'est un des éléments qui a permis de mettre la nouvelle majorité en place. Ce n'est pas le seul : « *Oui, les présidents de partis sont tous des post-baby boomers. La génération précédente, celle des baby-boomers, a connu une exceptionnelle prospérité. Mais en même temps, elle a transmis une dette très élevée, des dépenses de l'Etat et des charges de pensions beaucoup trop lourdes. Nous faisons partie de cette génération qui s'interroge sur l'avenir de nos enfants, de nos propres pen-*

sions. Il est beaucoup plus facile de trouver un consensus au sein d'un gouvernement qui sait qu'il doit changer de cap. C'est le ciment. »

Quelles mesures mettre en œuvre ? Il écarte l'idée lancée par l'alter ego hollandais de l'UCM d'une diminution salariale : « *Il y aura un saut d'index, ce qui n'est pas si impressionnant. Mais cela soulève des tempêtes. J'ai reçu la nouvelle ambassadrice de Grande-Bretagne qui me disait : "Dans une perspective anglo-saxonne et connaissant votre handicap salarial, les mesures décidées par votre gouvernement ne semblent pas très dures." Je me suis dit alors : "Allez expliquer cela devant un piquet de grève." »* Il se demande surtout si les mesures actuelles seront suffisantes lors du prochain contrôle budgétaire qui exigera des efforts d'économies complémentaires.